Bilan socio-économique 1984

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Québec

86-03618/

Document préparé et rédigé
par la délégation régionale de
l'Abitibi-Témiscamingue
Août 1985

Recherches et textes

Gérard Laquerre, délégation régionale,
Abitibi-Témiscamingue

Secrétariat

Natalie St-Pierre

Coordination

Service des politiques régionales

Graphiques et carte

Service de la cartographie

Révision et édition

Service des communications

Dépôt légal — 3e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-12355-7

Table des matières

Page

État de la situation régionale

Description générale de l'Abitibi-Témiscamingue 1

Les grands indicateurs 1
- La population 1
- Le marché du travail 3
- Les investissements 3

Les activités économiques 3
- Le secteur primaire 3
- Le secteur manufacturier 5
- Le secteur tertiaire 6

Éducation, santé et services sociaux 7

Dynamisme régional 8

Présence du gouvernement du Québec

Investissements 10

Les programmes majeurs 10

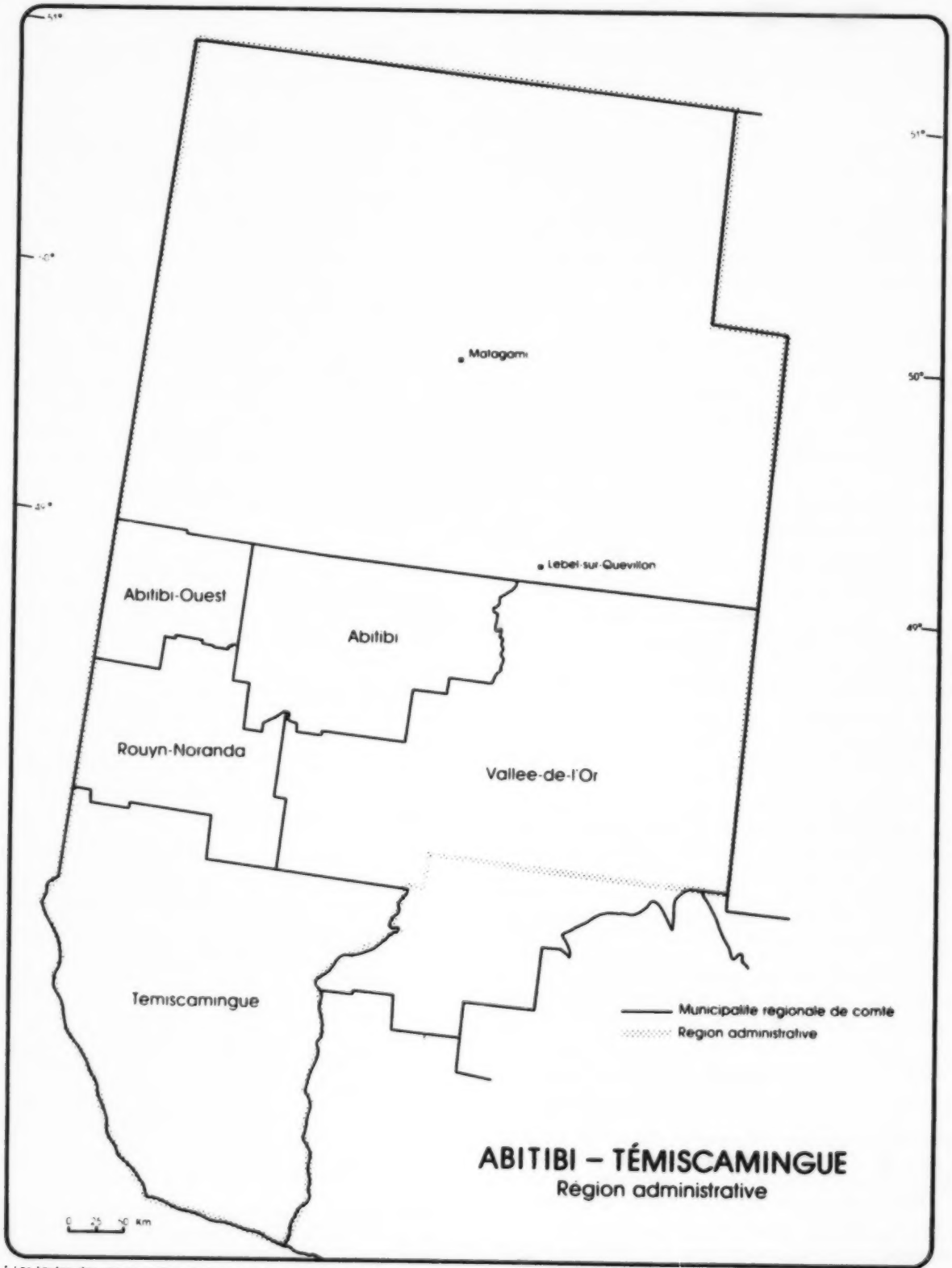
Les programmes d'emplois 10

L'impact des sociétés d'État 10

Effets des programmes de relance

Particularités de la relance 13

Investissements, revenus et emplois 13



* Les limites des régions administratives sont en cours de revision

OPDQ Service de la cartographie 1985

État de la situation régionale

Description générale de l'Abitibi-Témiscamingue

Contiguë à la province d'Ontario depuis la confluence de la rivière des Outaouais et de la rivière Dumoine au sud, la région de l'Abitibi-Témiscamingue s'étend vers le nord jusqu'au 51e parallèle. Elle est bornée à l'est au méridien 75° 30' par les régions du Saguenay — Lac Saint-Jean et de la Mauricie. En tout, 116 500 km² de territoire habité par une population de 158 274 résidants, selon le Recensement de 1981 du Canada, établissant ainsi à 1,36 habitant au kilomètre carré la densité moyenne de sa population.

Il est cependant plus significatif de signaler que 99 % de la population régionale se retrouvent sur 8 % seulement de ce territoire, ce qui laisse entrevoir les difficultés relatives à l'occupation de son territoire.

Le mouvement d'urbanisation enclenché, depuis la guerre, en Abitibi-Témiscamingue, se poursuit encore. Avec 74,5 % de sa population considérée comme urbaine en 1981, la région a maintenant un taux d'urbanisation comparable à celui du Québec de 1961.

Le tissu municipal est regroupé en cinq municipalités régionales de comté (MRC) jusqu'au 49e parallèle. Les habitants au nord de cette coordonnée résident dans la Municipalité de la Baie James (MBJ), qui s'étend de là jusqu'au 55e parallèle. Les Réserves amérindiennes ne font pas partie des MRC à l'intérieur desquelles elles sont parfois enclavées.

TABLEAU 1
RÉPARTITION ZONALE DE LA POPULATION
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 1981

MRC	Population	Chef lieu
Témiscamingue	17 160	Ville-Marie
Abitibi	24 879	Amos
Abitibi-Ouest	24 940	La Sarre
Rouyn-Noranda	38 351	Rouyn-Noranda
Vallée-de-l'Or	38 952	Val-d'Or
TOTAL PARTIEL	144 282	
MBJ (partie région 08)	9 546	
Réserves amérindiennes	4 447	
TOTAL	158 275	

Source: Statistique Canada, Recencement du Canada, 1981.

La population d'Abitibi-Témiscamingue représente 2,4 % de la population du Québec. Elle y est reliée par une route vers Montréal (la 117) et par une autre vers le Lac-Saint-Jean. Deux aéroports régionnaux (Rouyn et Val d'Or) desservent le pont aérien vers Montréal et Québec.

Colonisée pour ses ressources naturelles et malgré une amorce récente d'industrialisation, la région compte encore plus de 17 % de ses emplois dans les activités d'exploitation agricoles, minières et forestières.

L'activité agricole de la région se caractérise par les productions fouragères associées aux élevages laitiers et bovins. Principale productrice d'or au Québec, la région d'Abitibi-Témiscamingue semble être la seule où l'industrie minière ne se trouve pas en difficulté. Son exploitation forestière consiste principalement à la récolte de bois résineux destinés au sciage.

Jusqu'en 1981, le secteur manufacturier de la région poursuivait, depuis une quinzaine d'années, une poussée vers sa diversification toujours fondée sur la transformation de la matière ligneuse. La crise de 1982 a freiné cet élan dont on ne sait s'il reprendra.

L'Abitibi-Témiscamingue dénombre moins de 200 entreprises manufacturières dont certaines figurent parmi les plus grandes au Canada dans le domaine de leur production, notamment le sciage.

En somme, il s'agit d'une économie peu diversifiée, basée sur l'exploitation de quelques ressources et leur première transformation. Elle semble toutefois en voie d'industrialisation.

Si la région possède une abondante main-d'oeuvre qualifiée au plan de l'exploitation des ressources naturelles, elle accuse, en revanche, des pénuries de compétences spécialisées dans bon nombre de services essentiels à son développement. La difficulté d'y recruter des médecins en nombre suffisant faisait les manchettes de la presse nationale. Cependant, cette même difficulté de recrutement se fait sentir pour un large éventail de professions universitaires dans toute une gamme de services vitaux au développement d'une économie moderne.

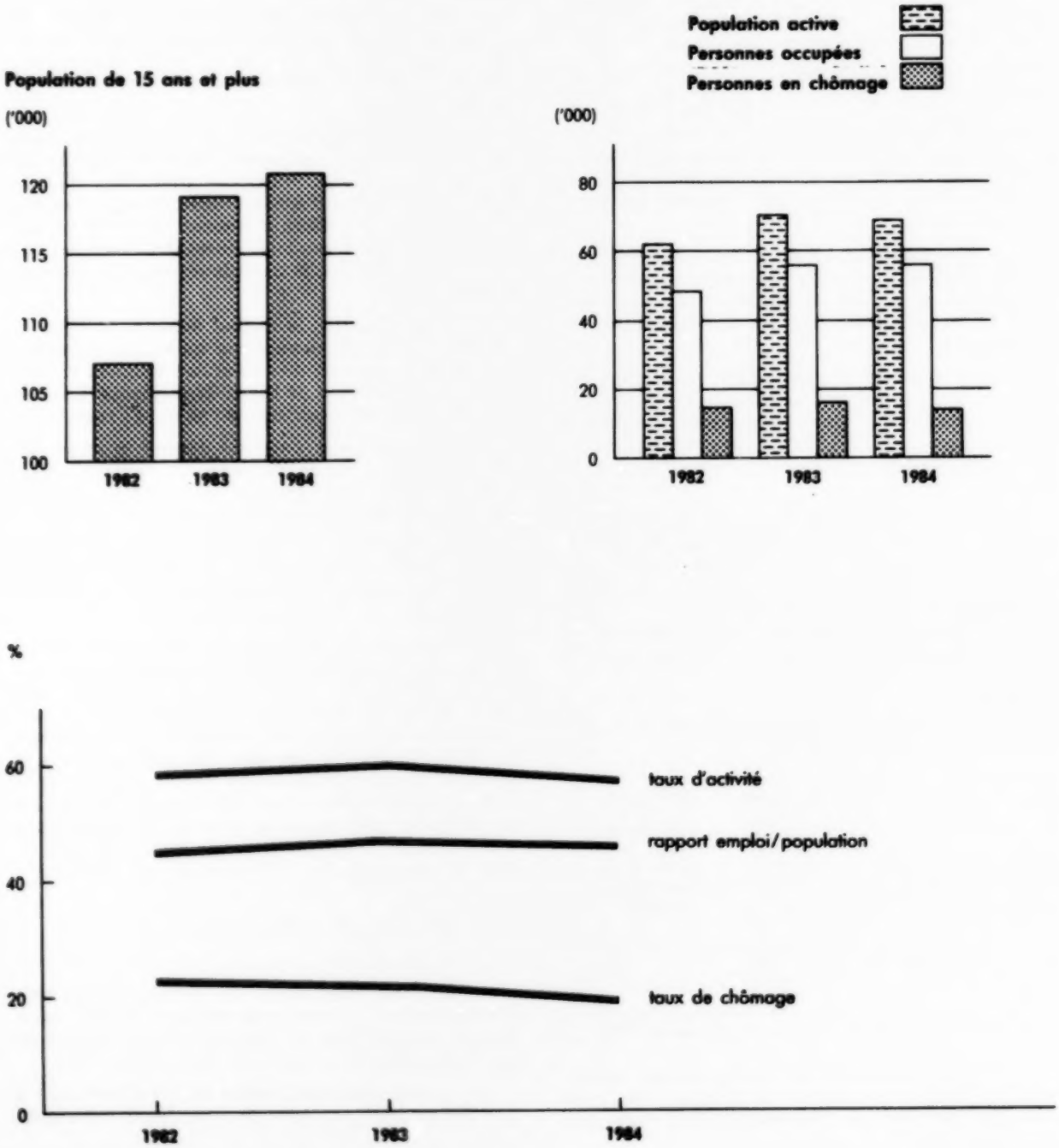
Les grands indicateurs

La population

La prospérité relative de l'économie d'Abitibi-Témiscamingue, durant la décennie 1971-1981, lui a permis de connaître un ralentissement du déficit de son bilan migratoire de la fin des années 1960.

La population est passée de 152 453 en 1971 à 158 274 en 1981. Son taux de masculinité, historique-

GRAPHIQUE 1
INDICATEURS GLOBAUX DU MARCHÉ DU TRAVAIL
1982 — 1983 — 1984



ment très élevé, s'était réduit assez rapidement après la guerre. De 1941 à 1971, il est passé de 121 à 106. Il se situait légèrement au dessus de 105 en 1981. Cette situation reflète bien l'influence d'une structure économique sur les caractéristiques démographiques de la population impliquée. Une économie échafaudée sur son secteur primaire qui supporte une industrie de première transformation ne peut pas beaucoup influencer à la baisse un taux de masculinité.

La population d'Abitibi-Témiscamingue reste plus jeune que celle de l'ensemble du Québec, bien que l'écart de l'âge moyen tend à diminuer.

TABLEAU 2
RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR CLASSES D'ÂGE — 1981

Groupe d'âge	Abitibi-Témiscamingue	Québec
0 — 19 ans	37,5 %	34,3 %
20 — 24 ans	10,6 %	10,0 %
25 — 44 ans	38,5 %	38,1 %
55 ans et plus	13,4 %	17,6 %

Source: Statistique Canada, Recencement du Canada, 1981.

Le marché du travail

La crise de 1982 avait fait chuter le niveau de l'emploi régional d'environ 2 % par rapport à l'année précédente. Cependant l'augmentation rapide de la population de 15 ans et plus, combinée avec une poussée de croissance du taux d'activités (55,0 % en 1981, 58,3 % en 1982) a fait grimper le taux de chômage de 7,8 points au cours de la même période. Cette tendance s'est poursuivie en 1983, tant et si bien qu'une augmentation de 15,6 % du niveau de l'emploi n'a pas réussi à faire baisser le taux de chômage par plus de 2,6 points. En d'autres termes, il s'est créé beaucoup d'emplois en Abitibi-Témiscamingue en 1983, mais cela n'était pas suffisant pour répondre aux besoins sociaux. En conséquence, bon nombre de chômeurs se sont découragés de chercher du travail, d'où la baisse de 4,5 % du taux d'activités en 1984 dans une réalité où le niveau d'emploi, sur une base annuelle, se serait maintenu stable.

Les investissements

Le niveau des dépenses d'investissements d'une année aura généralement des répercussions sur le niveau d'emploi de l'année suivante. Ainsi que le démontre le tableau IV sur les investissements privés et publics de la région.

Le niveau élevé des dépenses d'investissements en 1982 a eu pour conséquence d'augmenter le nombre des emplois de la région en 1983. Cette année-là, les dépenses d'investissements n'ont été

TABLEAU 3
INDICATEURS GLOBAUX DU MARCHÉ DU TRAVAIL 1982 — 1983 — 1984

Indicateurs	1982	1983	1984
Poupulation de 15ans et et plus (000)	107,0	118,9	120,6
Population active ('000)	62,0	70,5	68,3
Personnes occupées ('000)	48,0	55,5	55,5
Personnes en chômage ('000)	14,0	15,2	13,0
Taux d'activité	58,3	59,3	56,6
Taux de chômage	22,7	21,6	19,0
Rapport emploi/population	45,0	46,7	46,0
Revenu personnel disponible per capita ($)[2]	7 788,	8 907,	N.D.[1]

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, cat. 71 001.

que suffisantes à maintenir au même niveau le nombre des emplois de 1984.

Les pâtes et papier comptaient la moitié des investissements dans le secteur manufacturier en 1982. Cela est attribuable au projet de pâte thermomécanique de Donahue-Normick à Amos, qui terminait cette année-là sa construction. Le même phénomène devrait se percevoir en 1985 alors que le plus gros du projet de pâte chimico-thermomécanique de Tembec (projet Temcell) à Témiscamingue sera en construction.

Malgré que le Bureau de la statistique du Québec compile sans distinction les investissements du secteur minier avec celui du secteur forestier, il faut savoir que le plus clair de ce total consiste en des dépenses d'investissements dans l'industrie minière, notamment la production aurifère.

Les activités économiques

Le secteur primaire

L'agriculture

Après 1950, les superficies cultivées en Abitibi-Témiscamingue ont marqué une tendance à long terme vers la baisse. C'est après 1976 que se remarque un renversement de cette tendance. Les superficies cultivées sont passées de 112 000 hectares en 1976 à 120 000 hectares en 1981. Tout indique que cette nouvelle tendance se maintient en 1984.

La production laitière constitue l'épine dorsale de l'agriculture régionale; en 1983, les fermes laitières fournissaient près de 70 % de la production agricole. L'Abitibi-Témiscamingue compte, cette même année, 460 fermes laitières et un cheptel de 15 700 vaches.

Depuis deux ans la région assiste à un drainage de ses quotas de lait vers d'autres régions. Si ce mouvement devait continuer durant quelques années

il risquerait de mettre en péril l'ensemble de l'agriculture régionale. C'est pourquoi semble s'amorcer une volonté de fermer la région à la vente des quotas de lait.

TABLEAU 4
LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE — 1982 — 1983 — 1984
('000)

Secteur d'activité	1982[1]	1983[2]	1984[3]
Secteur primaire et construction			
Agriculture	19 903	19 348	22 479
Forêt et mines	154 913	139 802	226 608
Construction	5 568	6 121	6 194
TOTAL	180 384	165 271	255 281
Secteur manufacturier			
Aliments et boissons	1 973	1 618	2 091
Bois	15 411	16 165	15 431
Pâtes et papier	127 117	37 303	51 787
Métallurgie et machinerie	40 887	23 611	34 328
Autres (manufacturier)	17 003	3 486	5 633
TOTAL	202 391	82 183	109 270
Secteur tertiaire			
Transport, communications et services publics	92 844	100 677	128 927
Commerce	5 516	7 138	7 765
Finances, assurances et affaires immobilières	6 277	5 398	5 277
Services personnels, commerciaux et divers	2 601	1 602	2 138
Institutions, ministères et organismes gouvernementaux	90 797	99 133	104 639
Habitation	47 661	71 742	69 707
TOTAL	245 696	285 690	318 453
TOTAL GÉNÉRAL	628 471	533 144	683 004

(1) 1982: dépenses réelles
(2) 1983: dépenses réelles provisoires
(3) 1984: prévisions révisées (mi-année)
Source: BSQ

L'élevage des bovins de boucherie vient au second rang. Il est orienté principalement vers la production et la mise en marché de veaux d'embouche. Cette production augmente constamment dans la région. Bon nombre des 635 fermes de bovins ont débuté par une occupation à temps partiel pour progressivement employer leur propriétaire à temps plein. En 1981, le cheptel de la région s'établissait à 14 200 vaches et 5 000 bouvillons. En 1983, il faut dénombrer 17 600 vaches et 7 350 bouvillons. Les prévisions pour 1985 s'établissent à 18 000 vaches et à 8 000 bouvillons.

L'élevage ovin doit être souligné car il occupe plus de 40 producteurs qui gardent environ 4 500 brebis. Actuellement, l'Abitibi-Temiscamingue produit surtout de l'agneau de Pâques. C'est un marché difficile et mal contrôlé. Il semble que les perspectives du côté de la production d'agneau lourd seraient plus intéressantes si les problèmes de mise en marché étaient surmontés.

Toutes les autres productions mises ensemble totalisent 220 producteurs. Parmi ces productions, qu'on peut qualifier de mineures, celle de la truite vient au premier rang à cause de son volume, de la taille de ses plus grandes entreprises et parce que sont franchies toutes les étapes de la production et de la mise en marché. L'élevage du vison a connu une certaine popularité, il y a quelques années, mais il semble maintenant assez stable. En 1982, 9 éleveurs possédaient quelque 1 000 femelles. Pour sa part l'élevage du lapin est assez répandu mais il est souvent reconnu comme passe-temps. C'est pourquoi, il n'existe pas de statistiques valables. En 1982, il ne se trouvait qu'un seul producteur à plein temps. Dans un autre domaine, la production des oeufs provient de trois entreprises commerciales qui comptent environ 60 000 poules pondeuses. Enfin, il n'y a pas d'entreprises d'élevage de volailles pour la chair dans la région, ni d'élevage de porcs.

La culture des céréales est en pleine expansion, surtout au Témiscamingue. En 1981, l'avoine était cultivée sur 4 900 hectares, l'orge sur 2 100 hectares et les céréales mélangées sur 2 630 hectares. Au total donc, 9 630 hectares de céréales. En 1983, les céréales étaient cultivées sur 11 500 hectares et en 1984, sur plus de 12 000 hectares et en 1984, sur plus de 12 000 hectares. L'orge en semis pur progresse le plus rapidement.

L'industrie minérale

L'Abitibi-Témiscamingue constitue la seule région-ressource où l'industrie minière ne représente pas un problème ou une inquiétude profonde pour le Québec. À cela une seule raison: les métaux précieux.

La région compte actuellement quatre mines de cuivre et de zinc. Sans la présence de petites quantités d'or et d'argent diffus dans ces gisements, ils ne seraient tout probablement pas exploités aujourd'hui.

Concentrées le long de la faille de Cadillac se trouvent quinze mines d'or en exploitation. Bien que la montée du dollar américain ait fait chuter le prix de l'or, en 1984, en bas du niveau des 400,00 $ US l'once troy et même en bas des 300,00 $ US l'once troy, en début de 1985, il n'est remarqué aucune fermeture de mine d'or à cause des prix.

L'industrie minérale représente presque douze pour cent (12 %) de l'emploi régional direct. À cette proportion, il faut ajouter les emplois qu'elle génère dans les activités de transport, dans la production d'équipements miniers ainsi que dans les contrats d'entretien d'équipement.

En 1980, la valeur de la production minérale d'Abitibi-Témiscamingue comptait pour 16 % de la valeur de cette production au Québec, 22 % en 1982 et devrait dépasser les 25 % en 1984.

Il semble que la région constitue un espoir croissant pour l'industrie minière. En 1979, cette industrie y effectuait moins de la moitié des dépenses d'exploration faites au Québec. En 1982, cette proportion dépassait les 60 %, pour se maintenir à ce niveau jusqu'en 1984. Au quatrième trimestre de 1984, le prix de l'or baissait sous le seuil des 300,00 $ US l'once troy. Selon certaines indications, au premier trimestre de 1985, la région connaîtrait un ralentissement des dépenses d'exploration.

L'exploitation forestière

Les garanties d'approvisionnements de matière ligneuse qu'accorde le ministère de l'Énergie et des Ressources sont plafonnées aux environs de 8 000 000 mètres cubes. Les volumes autorisés ont atteint rarement cette limite, sauf en 1983 où les exploitants forestiers ont coupé 6 560 337 m³, soit 80 % du volume autorisé.

TABLEAU 5
VOLUMES AUTORISÉS ET VOLUME RÉCOLTÉS DE BOIS (RÉSINEUX ET FEUILLUS)
1981 — 1985
('000 m³)

Année	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85(1)
Volume autorisé	7 403	7 121	8 119	7 400
Volume coupé	5 710	5 687	6 560	5 000
% coupé autorisé	77,1	79,8	80,8	68,0
% de la récolte totale au Québec	24,0	31,2	28,2	N/D
prix du 2×4 L/A(2)	229 $	222 $	275 $	255 $

(1) Données provisoires
(2) Source: Pribec, prix/1 000 p.m.p., livré Montréal
Source: MER, Direction de la région 08

Le tableau V révèle les liens entre la conjoncture des marchés du bois de sciage et l'économie de la région. La récession de 1982 aura affecté les volumes de la récolte de bois. À vrai dire, elle a débuté vers le milieu de 1981 pour voir une reprise au début de 1983. Cependant, les données de 1984-1985 laissent présager que cette reprise aura été de courte durée.

Une prise de conscience généralisée des possibilités d'épuisement des forêts à moyenne et à longue échéance a entraîné un mouvement d'accélération des programmes de reboisement, qui se sont inscrits également dans une volonté gouvernementale de relance économique. En 1983, la région produisait onze millions de plants dont huit millions à la seule pépinière de Trécesson. Il était alors prévu d'atteindre en 1986 en Abitibi-Témiscamingue une production globale de dix-huit millions de plants.

Déjà en 1985, la production de plants en région atteindra vingt millions. Le maximum prévu est maintenant établi à vingt-cinq millions de plants et devrait se réaliser en 1987.

Le secteur manufacturier

Des vingt groupes d'activités manufacturières classifiées selon le Bureau de la statistique du Québec, il ne s'en trouve qu'une douzaine en Abitibi-Témiscamingue. Parmi ceux-là, les groupes habillement, produits électriques et industrie chimique sont à peine représentés. Par ailleurs, à côté de la dominance du groupe bois se constate une importance non négligeable des groupes suivants: aliments et boissons, pâtes et papier, première transformation des métaux et machinerie.

Aliments et boissons

Une entreprise transforme la presque totalité du lait produit en région. Une charcuterie exporte ses produits dans tout le Québec par un groupe alimentaire d'envergure nationale. Un abattoir vend au détail une bonne partie de sa production. C'est là le noyau autour duquel pourrait se construire une industrie agro-alimentaire capable de nourrir la région et de participer à nourrir le Québec. La fabrication d'aliments et boissons procurait à la région environ 500 emplois en 1984.

Première transformation des métaux

Cette activité se résume à l'énorme usine de smeltage de cuivre à Noranda qui emploie environ un millier de personnes. Jadis l'unique moteur économique de la zone de Rouyn-Noranda, cette entreprise suscite aujourd'hui plus de craintes que d'espoirs. En effet, les perspectives des marchés mondiaux du cuivre ne sont guère réjouissantes. La demande en cuivre est victime d'une bonne quantité de produits de remplacement, des polymères à la fibre optique. Depuis 1982, les prix restent très bas, entre 0,60 $ et 0,70 $ US la livre. En tel cas, la production du cuivre à Noranda ne peut se poursuivre qu'à trois conditions: un dollar canadien faible, une productivité élevée et des approvisionnements suffisants. Aucune assurance ne garantit le maintien de ces trois conditions. Enfin, il faut souligner la préoccupation de plus en plus vive de la population envers son environnement et les craintes de le voir détruire par les retombées polluantes du smeltage du cuivre.

Machinerie

La région possède un petit nombre d'entreprises de pointe dans cette activité de production. Par la recherche et le développement, quelques entreprises de la région ont conçu des équipements forestiers destinés à la récolte, à la manutention et au trans-

bordement du bois. Au moins deux d'entre elles sont devenues exportatrices.

Pâtes et papier

Jusqu'en 1966, la région ne possédait qu'un seul établissement de production de pâte de bois. Il était situé à l'extrême sud du Témiscamingue. Puis, Domtar construisit une usine de pâte Kraft au nord de l'Abitibi, près du lac Quévillon.

En 1982, Donohue-Normick achevait de construire une usine de papier journal près d'Amos. En 1983, la région comptait 1 200 emplois dans cette activité. En 1984, Tembec, à Témiscaming, annonçait la construction d'une usine de pâte chimico-thermomécanique. Cet investissement devrait créer plus d'une centaine de nouveaux emplois en 1986. Ce procédé rendra possible l'utilisation des essences de feuillus de qualité inférieure dont la commercialisation se développe rapidement depuis quelques années.

En conséquence, le secteur des pâtes et papiers pourrait éventuellement devenir une activité-clé dans un processus de croissance économique de l'Abitibi-Témiscamingue. L'ampleur qu'il prendra sera fonction des progrès technologiques qu'on réussira à y introduire.

Les perspectives de la demande pour les pâtes et papiers apparaissent encourageantes, pourvu que l'on sache diversifier la production.

Bois de construction

Depuis près d'une décennie, bon an mal an, la région livrait environ 40 % du bois de sciage produit au Québec. Cela était encore vrai en 1983. Les données de 1984 ne sont pas encore toutes compilées mais, à cause des difficiles relations de travail de Normick, à La Sarre, et de Domtar, à Quévillon, où les usines ont été arrêtées durant la majeure partie de l'année, à cause également de l'arrêt quasi complet de la production des sept usines du groupe Forex, depuis juillet 1984, il est prévisible que la part régionale du volume du bois d'oeuvre produit au Québec sera de pas mal inférieure à 40 % pour l'année 1984-1985.

L'année 1983 fut une année record pour la production du bois de sciage au Québec avec 3 672 milliards de pieds mesure de planche (p.m.p.) La région a connu un rendement similaire avec une production de près de 1,5 milliard de p.m.p. Un peu plus de 60 % de cette production était exportée aux États-Unis. La consommation de bois de construction était forte en Amérique du Nord cette même année. Les prix étaient bons. C'était l'année de la reprise. Les taux d'intérêts baissaient, le nombre de mises en chantier augmentait.

En 1984, les prix ont commencé une descente qui se poursuit au premier trimestre de 1985. Mais cette chute de prix était parallèle à une augmentation de la quantité consommée aux États-Unis. C'est que la capacité de production, sur le continent, a augmenté plus rapidement que les quantités demandées. Du côté canadien, la capacité de production a augmenté de plus de 30 % depuis 1982.

La poussée de la valeur du dollar américain a forcé le gouvernement canadien à relever ses taux d'intérêts dès le premier trimestre de 1984. Ce mouvement a découragé la construction dont le nombre de mises en chantier a démontré une baisse de 17 % par rapport à l'année précédente au Canada. Le même scénario se produit sur les marchés des devises au premier trimestre de 1985. Les prévisions sont à l'effet d'une légère hausse du nombre de mises en chantier en 1985, mais le volume restera tout de même bien en deça de celui de 1983. Bref, les prix du bois d'oeuvre ne s'annoncent guère intéressants pour l'année qui vient.

Il semble que l'industrie du sciage produit présentement à perte et nul ne peut prévoir quand cela s'arrêtera.

L'industrie du panneau de construction connaît une situation assez semblable. En 1983, Normick annonçait une expansion de son usine de panneaux gauffrés. Aucun autre projet de production de bois de construction ne fut annoncé depuis.

Le secteur tertiaire

Une distinction entre le secteur public (comprenant le secteur dit parapublic) et le secteur tertiaire privé s'impose afin d'éclairer l'analyse. Ces deux domaines se partagent à peu près également les 35 000 emplois du tertiaire de la région.

Une répartition géographique fait voir une concentration d'emplois du tertiaire public à Rouyn-Noranda et une prédominance du tertiaire privé à Val d'Or.

Transport

L'activité des transports a connu des moments difficiles en 1982. La conjoncture économique de la récession y était pour beaucoup, mais la fin des travaux à la Baie James affectait encore davantage cette industrie.

La contraction de l'ensemble des opérations de transport a forcé des réorganisations et le secteur s'est rétabli depuis. Il faut attendre pour porter le même diagnostic sur l'entreprise Temisko, productrice d'équipement de transport, qui fut rachetée de la Compagnie de gestion La Vérendrye en 1983.

Les services ferroviaires, cependant, ne sont plus ce qu'ils étaient. Une rationalisation de Via Rail a entraîné l'abandon complet du transport ferroviaire des passagers. Quelques gares désaffectées trouvent de nouvelles vocations.

La plus grande partie du minerai extrait en région est transportée en camion. Désormais, dans ce dernier quart du 20e siècle, le transport routier a remplacé le chemin de fer comme infrastructure privilégiée du développement de la région.

Services publics

Au chapître des services publics, il faut signaler la construction du centre administratif d'Hydro-Québec à Rouyn-Noranda et la localisation de la base administrative du complexe hydroélectrique de la Baie James en Abitibi-Témiscamingue.

Le commerce au détail en région se réorganise autour de centres commerciaux qu'on implante dans un centre-ville. Celui de Rouyn-Noranda ouvrait ses portes en 1984 et celui d'Amos a déjà été mis en branle. Si le nombre d'emplois dans le commerce du détail reste assez stable, la structure même du commerce en région s'est modifiée au fil des ans: le commerçant indépendant a fait place progressivement aux grandes chaînes de distribution. Ce qui a pour effet de standardiser considérablement les modèles de consommation.

Finances

Après les tumultes qu'ont connus les Caisses d'entraide économique, les choses semblent s'être tassées dans la région et trois Caisses d'entraide fonctionnent normalement.

Tourisme

Le Témiscamingue constitue, sans contredit, la base touristique de la région. Les promoteurs du tourisme dans cette zone se sont donné une structure de développement: l'Office du tourisme du Témiscamingue.

L'activité touristique la plus importante au Témiscamingue est la chasse et la pêche. On y compte plus de 70 pourvoyeurs qui accueillent encore plus de touristes américains que de touristes québécois. Les premiers y viennent depuis longtemps, les seconds sont une clientèle à développer. Une pourvoirie sur quatre au Québec se trouve au Témiscamingue.

Enfin, il reste à établir au Témiscamingue un circuit touristique. Ce projet canalisera l'attention et l'énergie des promoteurs pour quelques années à venir.

Une amorce de développement touristique commence à poindre à Val-d'Or. L'ancienne gare du CN fut transformée, avec l'aide de l'OPDQ, en Maison du voyageur. Cette première infrastructure d'hébergement, dans la ville d'accueil de l'Abitibi, pour les voyageurs qui arrivent par la principale route d'accès (la route 117), constitue un premier pas vers une exploitation intensifiée de certaines attractions typiques de la région dont le village minier à Val-d'Or et le musée minier à Malartic.

Un des objectifs des travaux de revitalisation du centre-ville à Val-d'Or (projet de 6 M$) consiste à offrir aux visiteurs de la région une image plus favorable de l'Abitibi.

Une prise de conscience d'un aspect particulier du potentiel touristique régional s'est manifestée par l'articulation de projets de tourisme d'aventure. Ce type de tourisme vise à mettre le touriste en contact immédiat et vécu avec le milieu naturel.

Éducation, santé et services sociaux

Éducation

Deux grands dossiers ont retenu l'attention de la population de la région au sujet de l'éducation: la décentralisation géographique de l'enseignement collégial et la création d'une université constituante, membre du réseau de l'Université du Québec.

Ces nouveautés feront que la clientèle collégiale augmentera en nombre, ce qui devrait également, dans quelques années, entraîner un accroissement de la clientèle universitaire. Il faut noter en passant que l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue s'est impliquée dans bon nombre de projets de développement de la région.

Le taux d'abandon scolaire au niveau de l'enseignement secondaire reste élevé. Le rendement scolaire de cette clientèle maintient une caractéristique peu enviable: l'écart-type autour de la moyenne reste élevé, ce qui signifie qu'une fraction importante des étudiants du secondaire continue d'avoir des difficultés d'adaptation aux structures du système d'enseignement.

Santé

Deux CLSC (Centre local de santé communautaire) ont été formés en Abitibi, l'un à La Sarre, l'autre à Rouyn-Noranda. La mise sur pied d'un CLSC pour Amos vient d'être annoncée. Sa formation devrait être effectuée en 1985.

La région vient au premier rang pour les mortalités accidentelles et pour le taux de suicide. Le CRSSS (Centre régional de la santé et des services sociaux) a démarré une initiative de prévention du suicide par la mise sur pied d'un service téléphonique offrant l'écoute associée à une aide par inter-

vention. Un tel projet requiert un immense effort de formation de personnel compétent.

Le DSC (Département de santé communautaire) fut intégré au CRSSS dans le but d'améliorer la planification des services de santé.

Il y aussi peu que quinze ou vingt ans, la situation des personnes agressées sexuellement ou battues n'était pas tellement perçue comme un problème social. Il en est autrement maintenant. Il existe aujourd'hui deux maisons de refuge pour femmes battues, l'une à Rouyn-Noranda, l'autre à Val-d'Or. Un regroupement pour la lutte contre les crimes d'agression à caractère sexuel, en coopération avec les instances médicales et les services de police de Rouyn-Noranda, s'est organisé fonctionnellement en 1984.

À La Sarre et à Rouyn-Noranda ont été établies des maisons des jeunes dont l'objectif tend à contrer les répercussions sociales d'une situation économique fort difficile pour les moins de 25 ans.

Activités et équipements culturels

Le développement culturel de la région a connu un essor au moins aussi important que celui de son développement économique. Les deux cheminements ont suivi des tracés qui se ressemblent un peu.

Le développement économique, basé sur les mines et la forêt, a consisté en une prise en main progressive des régionaux de leur industrie. De petites entreprises du domaine forestier comme du domaine minier, issues de l'initiative régionale, ont grandi en conservant sous le contrôle régional certaines des destinées économiques. La région est devenue productrice sous sa propre initiative.

De même, le développement culturel, parti d'une phase initiale de consommation restreinte, presqu'inexistante de la culture québécoise, s'est progressivement engagé, d'abord vers un accès élargi aux produits culturels, puis sur la voie de la production culturelle.

Le théâtre du Cuivre à Rouyn, peu fréquenté à ses débuts, est devenu trop petit. Deux autres salles, dites de dimension moyenne (de 700 à 800 places), l'une à Amos, l'autre à Val-d'Or, donnent aux grands spectacles un réseau de tournées régionales. Une salle d'exposition fut inaugurée à Val-d'Or. Elle répond aux normes des expositions itinérantes internationales.

L'Abitibi-Témiscamingue tient annuellement son Festival du cinéma international qui est devenu un événement national, le seul festival international du film au Québec après celui de Montréal.

En arts visuels, la région a produit des peintres, des photographes et un joallier dont la notoriété a gagné les grands centres: certains à Montréal, d'autres à Toronto.

Un programme d'aide aux bibliothèques locales (communément appelé le plan Gendron) a permis l'amélioration considérable des services de bibliothèques dans une cinquantaine de localités de la région. Ce plan, mis de l'avant en Abitibi Témiscamingue, vise à donner aux habitants des localités périphériques un accès aux réalités culturelles régionales.

Un réseau de centres d'interprétation historiques et patrimoniaux se contruit progressivement. On peut identifier ceux de Ville-Marie, Guérin, Angliers, Rouyn-Noranda et Val-d'Or.

Principales lacunes

Par son Conseil de la science et de la technologie, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a réalisé un volumineux bilan scientifique de l'Abitibi-Témiscamingue. C'est tout probablement le document qui souligne le mieux les carences et les lacunes qui bloquent le développement de la région. Ces trous se caractérisent par une absence trop grande d'institutions à caractère scientifique dans la plupart des domaines: agricole, forestier, industriel, commercial. En conséquence, on trouve trop peu de gens préparés et formés qui pourraient aider la région à prendre le virage technologique.

D'une façon générale, l'Abitibi-Témiscamingue manque cruellement de compétences, nécessaires à un secteur tertiaire moderne. La pénurie de médecins, phénomène ayant fait les manchettes des nouvelles nationales, n'est en somme que la pointe de l'iceberg. Il manque de compétences spécialisées dans un éventail assez large des services nécessaires au développement régional. Un exemple typique: en 1984 le CRDAT (Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue) s'est vu forcé d'octroyer à une firme de Montréal un contrat dont le mandat consistait à définir, pour la région, une image de marque afin de contrer les effets négatifs d'une perception défavorable de l'Abitibi-Témiscamingue et qui est largement répandue dans le Québec. Aucune firme-conseil de la région ne pouvait convenablement s'acquitter d'un tel mandat.

Dynamisme régional

L'Abitibi-Témiscamingue n'a pas de structure particulière de développement comme on en trouve dans certaines régions confrontées à des problématiques très aiguës, comme l'Outaouais, où a été créée la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO).

Ainsi, la seule particularité des structures de développement de la région serait qu'elles fonctionnent bien.

Le Conseil régional de développement (CRD) s'est donné un mode d'opération efficace et fonction-

nel. L'Association touristique régionale (ATRAT) a joué un grand rôle dans la promotion touristique de la région et a contribué à quadrupler la structure d'accueil touristique du Témiscamingue. Elle a aussi mis sur pied, en Abitibi, un certain nombre de comités locaux dont l'objectif est d'implanter une maison du voyageur dans les localités respectives de ces comités, et ce, afin de créer un réseau touristique intégré. Avec l'aide du Fonds de développement régional, une première maison du voyageur a ouvert ses portes à Val-d'Or.

Le Conseil régional de la culture aiguillonne activement le développement culturel. Ses efforts se traduisent, entre autres, par une école de musique à Noranda, une salle d'exposition à Val-d'Or et une salle expo-théâtre à Ville-Marie (projets aidés par le FDR) et par bon nombre d'expositions d'oeuvres picturales produites en région dont certains auteurs se gagnent progressivement une notoriété provinciale.

Les villes de La Sarre, Amos, Matagami, Senneterre, Val-d'Or, Rouyn et Ville-Marie ont chacune leur corporation de développement économique. Les effets les plus percutants de leur travail se sont manifestés surtout à Amos et à Val-d'Or où on a pu enregistrer, depuis 5 ans, une véritable croissance économique. La Corporation de développement économique (CDE) de La Sarre, plus récente, a dernièrement créé un plan de mise en valeur commerciale des rebuts industriels du sciage, auquel l'OPDQ collabore.

La concertation régionale

Nous devons souligner l'existence d'une association régionale des commissaires industriels, qui entretient des rapports étroits avec le CRDAT.

Les rivalités locales existent à un degré moindre que jadis; et si, d'un côté, elles peuvent être interprétées comme des querelles de clochers, on peut remarquer que, de l'autre côté, l'aspect « concurrence » entraîne les protagonistes à améliorer leurs performances.

Selon toutes les apparences, les Municipalités régionales de comté (MRC) jouent déjà un rôle de concertation inter-municipale dont la nécessité était devenue évidente.

La MRC du Témiscamingue a notamment consacré sa volonté en ce domaine en faisant l'acquisition d'un bâtiment à Ville-Marie pour en faire un centre administratif destiné à loger et à regrouper, sous un même toit, bon nombre d'organismes de services et de promotion de cette zone.

Présence du gouvernement du Québec

Investissements

TABLEAU 6
PARTICIPATION DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS DANS L'ENSEMBLE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS
1982 — 1983 — 1984
('000 $)

Origine de la dépense	1982(1)	1983(2)	1984(3)
Ministères et fonds spéciaux du Québec	56 564	59 147	53 225
Entreprises publiques provinciales	107 283	34 955	74 297
Institutions publiques	13 978	14 656	15 629
TOTAL	177 825	108 758	143 151
Dépenses globales du secteur public (gouv. féd. et prov. et municipalités)	209 308	144 210	188 710
Apport du gouvernement québécois dans l'ensemble des dépenses publiques en Abitibi-Témiscamingue	84,9 %	75,4 %	75,9 %

(1) 1982: dépenses réelles
(2) 1983: dépenses réelles provisoires
(3) 1984: prévisions révisées (mi-année)
Source: Investissements privés et pulics au Québec, BSQ, novembre 1984

Les programmes majeurs

Les programmes de grande envergure dont la région a le plus profité sont, par ordre d'importance, le plan quinquennal d'exploration minière, l'Entente auxiliaire Donohue-Normick, le programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papier et la réfection de la route 117.

Le plan quinquennal d'exploration minière a eu d'énormes conséquences, en ce qu'il a engendré une hausse sensible de la production d'or et a relancé l'emploi dans l'industrie minière, faisant passer de 3 500 en 1978 à 4 500 en 1982 le nombre d'emplois dans cette industrie. Ce nombre s'est maintenu depuis.

L'Entente auxiliaire Donohue-Normick (40 M$ en subventions) a aidé à la création de 250 emplois directs à Amos).

Le programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papier s'appliquait surtout à Tembec où l'entreprise de 600 emplois devait, sans tarder, procéder au rajeunissement de ses installations pour maintenir ou augmenter la productivité de ses travailleurs.

De là l'importance de la réfection de la route 117 (voir section 1.3.3) puisqu'il s'agit de la seule route qui relie la région à Montréal.

Dans le même ordre d'idée, l'intervention du Fonds de développement régional pour compléter la route La Sarre-Selbaie apparaît tout à fait pertinente dans l'optique de l'importance des infrastructures routières pour le développement de la région. Il faut aussi tenir compte de l'acuité du problème d'approvisionnement en cuivre de la fonderie de Noranda.

De même, il était fort opportun qu'en 1983 la région d'Abitibi-Témiscamingue ait pu bénéficier du quart du programme d'accélération des travaux de voirie pour lequel le ministère des Transports consacrait 25 M$ à la grandeur du Québec.

Les programmes d'emplois

Les programmes de création d'emplois au Québec relèvent essentiellement de trois budgets ministériels distincts: Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, Industrie et Commerce (MIC) et Habitation et Protection du consommateur.

Par ses programmes de création d'emplois, le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu a contribué à créer ou à maintenir actifs 662 emplois dans la région. À lui seul, le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), administré par l'OPDQ, a créé et maintenu au-delà de 560 emplois au cours de 1983-1984 et de 1984-1985 en versant près de 2,9 M$.

Les programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce (UNIPME et Outils de gestion) ont permis de rejoindre, en région, 54 jeunes diplomés universitaires dont la formation est venue renforcer la gestion des entreprises d'Abitibi-Témiscamingue.

Le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, par ses programmes HLM et Loginove, a contribué à la création ou au maintien de 235 emplois directs dans la région.

L'impact des sociétés d'état

Les sociétés d'État dont le rôle aura été le plus marquant dans l'économie régionale sont, sans doute, SOQUEM et Rexfor, bien que les investissements d'Hydro-Québec comptent généralement pour la moitié des dépenses des entreprises publiques en région (43,9 M$ en 1984).

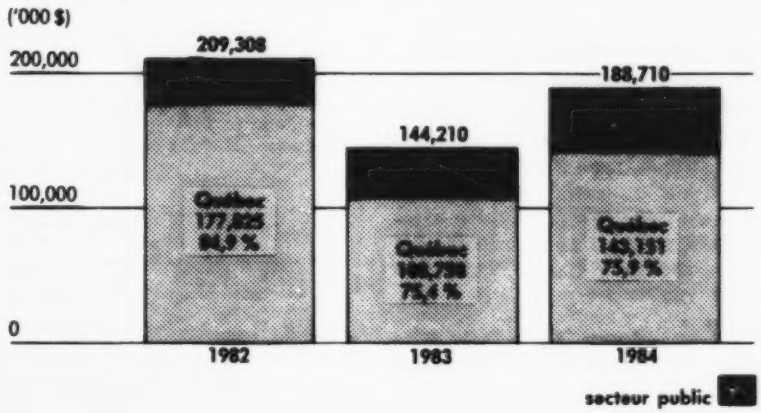
Le rôle particulier de SOQUEM a eu pour effet d'entraîner des efforts énormes de mises en production de petits et de moyens gisements (une quinzaine de tentatives ont été un succès pour une bonne moitié) durant les années 1979-1980. Le nord-est de l'Ontario, dont le sous-sol est absolument comparable, n'avait pas encore annoncé la mise en production d'un seul nouveau gisement pour la même période, si ce n'est d'Amoco situé en territoire nordique inhabité.

Depuis la fin du plan quinquenal d'exploration minière, en 1983, le rythme de cette activité s'est maintenu jusqu'au dernier trimestre de 1984 où, depuis lors, un ralentissement marqué se fait sentir. Le budget gouvernemental annoncé pour 1985 devrait susciter une relance.

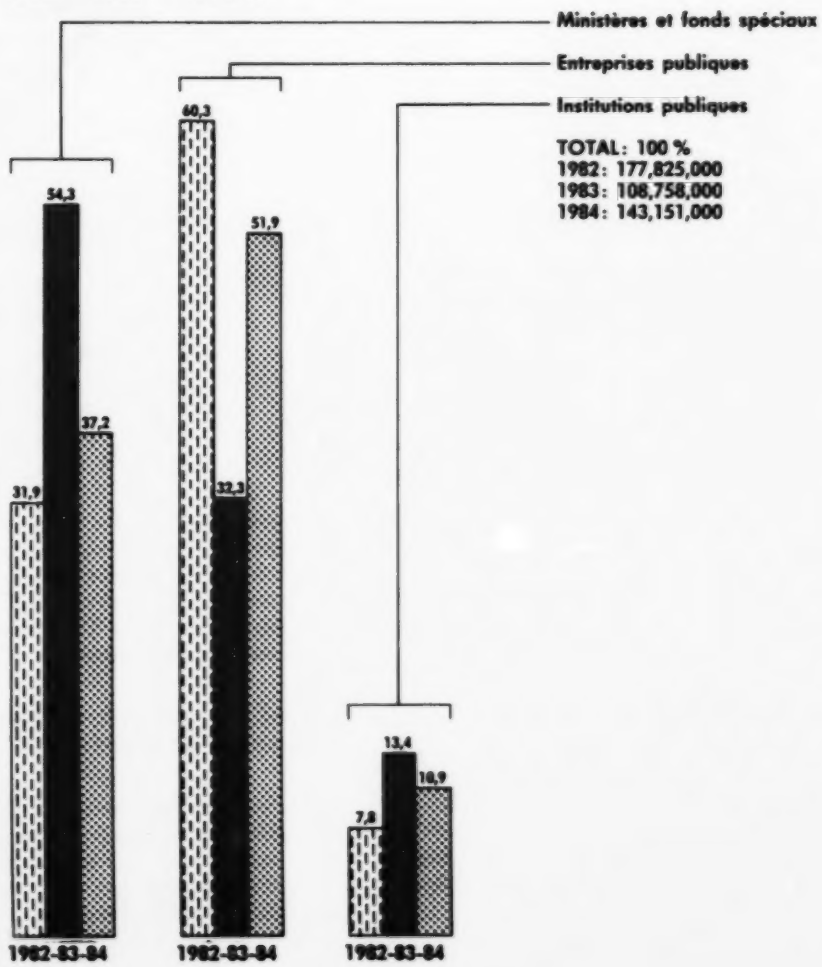
Le rôle de Rexfor prend son importance dans son soutien à la consolidation de l'industrie du sciage, premier pilier de l'économie régionale. On identifie Rexfor à la Scierie Béarn et à la Scierie Taschereau.

GRAPHIQUE 2
INVESTISSEMENTS PUBLICS 1982 — 1983 — 1984

Dépenses globales du secteur public et participation du Québec



Origine des dépenses d'investissement du Québec
1982 — 1983 — 1984, %



Effets des programmes de relance

Particularités de la relance

Les efforts de relance du gouvernement du Québec ont permis d'accélérer la croissance de divers secteurs ou, dans le cas de l'industrie de la construction, de faire échec à une tendance trop marquée vers un ralentissement.

Dans le domaine du reboisement, l'objectif initial de production de plants se situait à 18 millions. Il fut porté à 25 millions de plants, nombre qui devrait être atteint en 1987.

Les programmes HLM, Corvée habitation et Loginove ont permis d'enrayer substantiellement une tendance à la baisse du nombre de mises en chantier. En 1983, le nombre de permis de bâtir en Abitibi-Témiscamingue atteignait presque 700, nombre qui s'est maintenu en 1984, se traduisant ainsi par 1 660 emplois, niveau qui s'est maintenu en 1984.

En matière de main-d'oeuvre, la relance est à la source de quatre nouveaux programmes dont l'objectif commun consiste en le relèvement de l'employabilité des jeunes. Au total, 1 821 jeunes ont participé à l'un ou l'autre de ces programmes:

Rattrapage scolaire	351	participants
Services communautaires	561	participants
Stage en milieu de travail	430	participants
Jeunes volontaires	479	participants
TOTAL:	1 821	participants

De ces participants, 95 % avaient, à leur admission, une scolarité maximale de secondaire IV.

Finalement, à la suite de l'effort considérable de la ville de Rouyn pour revitaliser son centre-ville, trois villes de la région se sont prévalues du programme Revicentre du ministère des Affaires municipales (MAM). La Ville de Val-d'Or s'est vu octroyer 750 000 $ pour un projet de 1,5 M$. La ville de La Sarre, de son côté, injectera un million de dollars dans son centre-ville dont 500 000 $ proviendront du MAM. Après de nombreuses mises au point du plan de revitalisation du centre-ville d'Amos, le projet de cette ville fut autorisé par le MAM pour un montant de 500 000 $. Le coût total de ce projet sera également d'au moins un million de dollars.

Investissements, revenus et emplois

TABLEAU 7
DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS, REVENUS ET EMPLOIS — ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ANNÉE	Dépenses* totales d'investissements ('000 $)	Dépenses* d'investissements manufacturiers ('000 $)	Revenus** personnel per capita(4) $	Emplois ('000)
1982(1)	628 471	202 391	7 788	48,0
1983(2)	533 144	82 183	8 907	55,5
1984(3)	683 004	109 270	—	55,5

(1) 1982 dépenses réelles
(2) 1983 dépenses réelles provisoires
(3) 1984 prévisions révisées (mi-année)
(4) dollars courants
Sources: * BSC **CEIC

Bien que l'année 1982 ait été difficile, bon nombre d'investissements projetés en 1980 et 1981 ont quand même été réalisés. En 1982, le secteur manufacturier contribuait pour un tiers des investissements totaux avec 202,4 M$. Le lecteur comprendra que ces investissements ont eu un effet sur l'emploi l'année suivante et ne se surprendra pas de constater au tableau VII une augmentation du revenu personnel per capita de l'ordre de 14,4 % en 1983.

Cette tendance à un haut taux d'investissements manufacturiers s'est rompue en 1983, alors que ceux-ci ne faisaient même plus un-sixième des investissements totaux. Cette halte dans la poussée d'industrialisation de la région explique la stagnation du niveau de l'emploi en 1984 et permet de prédire que le revenu personnel per capita de 1984 en Abitibi-Témiscamingue devrait dépasser celui de 1983 par une marge qui n'excédera pas beaucoup le taux d'inflation. En d'autres termes, bien que les données sur le revenu de 1984 ne soient pas encore disponibles, sachant que les salaires réels n'ont pas augmenté, on peut prévoir que le pouvoir d'achat réel en Abitibi-Témiscamingue aura été sensiblement le même qu'en 1983.